



Séance de focus groupe avec des jeunes de la commune urbaine de Labé.

DEUXIÈME CONFLIT SCAN

Projet « Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée »

République de Guinée, Préfectures de Labé, N'Zérékoré, sous-préfectures de : Doko, Batè Nafadji et Conakry-Commune de Ratoma

JUIN 2019

DONNEES COLLECTEES EN AVRIL 2019

Rapport rédigé par **Youssof Bamba**
DME-Officer Projet Unis dans nos différences

Contacts:

Mamadou Dian Diallo

Coordinateur DME

Search for Common Ground

Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune Ratoma

Tél. +224 626 26 54 85

Email : mdiandiallo@sfcg.org

Koala Oumarou

Country Director

Search for Common Ground

Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune Ratoma

Tél. +224 626 26 55 08

Email : okoala@sfcg.org

Table des matières

Table des matières	1
1. Résumé exécutif	2
Principaux résultats	2
Contexte et Justification	3
Objectifs du conflict scan	3
Méthodologie de recherche	3
Résultats	5
Contexte local et évolutions récentes des conflits politiques et religieux	5
Batè Nafadji : tensions politiques élevées et tensions religieuses moyennes	5
Indicateurs de tolérance et marginalisation	6
N'Zérékoré : tensions politiques faibles et tensions religieuses faibles	6
Niveau des indicateurs de tolérance, marginalisation et stigmatisation.	7
Exemples de tolérance et marginalisation	8
Conakry : tensions politiques moyennes et tensions religieuses faibles	8
Facteurs de marginalisation, de tolérance et de stigmatisation	8
Labé : tensions politiques moyennes et tensions religieuses moyennes.	9
Exemples de tolérance, de stigmatisation et marginalisation	9
Les acteurs impliqués dans la transformation des tensions politiques et religieuses	10
Les solutions pour diminuer les tensions politiques et religieuses	10
Conclusions	11
Recommandations	11
A l'État et à l'Assemblée nationale:	11
Aux leaders politiques	11
Aux leaders religieux	11
A Search for Common Ground	11

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Search for Common Ground (Search) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne.

1. Résumé exécutif

Selon les résultats de l'étude de base du projet « *Unis dans nos différences, Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée !* » financé par l'Union Européenne, les principales causes de tensions qui fragilisent le tissu social en Guinée sont d'abord politiques, puis communautaires et socioéconomiques. Seule une très faible proportion des répondants a déclaré que les causes sont religieuses. L'étude de base avait également identifié que selon les enquêtés les discours et/ou attitudes qui affectent négativement le tissu social sont à majorité politiques (88%) tandis que les discours et/ou attitudes qui affectent positivement la cohésion sociale dans leur localité sont à majorité religieux (59%).

Toutefois, certaines tensions politiques et/ou religieuses ont été constatées lors de la mise en oeuvre du projet dans les zones du projet entraînant des risques d'exclusion voire de réels troubles et violences. Ceci a entraîné un besoin d'apprentissage sur ces dynamiques de tensions mais également facteurs de résilience afin de mieux orienter le projet, notamment à Labé, N'zérékoré, Doko (sous-préfecture de Siguiri), d'où la réalisation de deux conflits scans dans ces localités. Constatant que les dynamiques de conflit à Mandiana centre (ciblé par le 1er conflit scan) avaient nettement diminué contrairement à Baté Nafadji (sous-préfecture de Kankan) un besoin d'apprentissage et de suivi des dynamiques de conflit s'est fait ressentir pour mieux informer la mise en oeuvre du projet. Ainsi la préfecture de Mandiana a été remplacée par Baté Nafadji pour le second scan. De plus, ce second conflit scan s'est focalisé sur Kaporails et Kipé dans la commune de Ratoma compte tenu du deguerpissement qui a provoqué beaucoup de frustrations de part et d'autres à l'endroit des citoyens de ces localités, risques mentionnés par tous nos partenaires.

L'approche qualitative du présent conflit scan a consisté en 24 groupes de discussions, dont 03 par localité, et 60 entretiens individuels dans les cinq (05) localités pendant la collecte des données. Au total, 180 personnes, dont 50 femmes, ont été touchées par ce conflit scan.

Principaux résultats

Le niveau de tensions politiques est élevé à Baté Nafadji, moyen à Labé, à Conakry et à Doko. Le niveau est perçu comme faible dans la préfecture de N'zérékoré. Quant au niveau de tensions religieuses, les personnes interviewées le perçoivent comme moyen à Labé, à Baté nafadji et faible dans les préfectures de N'zérékoré, Conakry et sous-préfecture de Doko au cours des quatre derniers mois.

Selon les participants, les principales causes des tensions politiques sont : le chômage des jeunes, l'injustice sociale, la mésentente entre les leaders politiques et certains responsables des partis, le non-respect des accords politiques, des engagements et des textes de lois par les autorités, le manque de dialogue franc entre les autorités locales, administratives et la population.

Une autre cause principale de tensions politiques réside dans l'incompréhension entre natifs/autochtones et allogènes pour le choix des élus locaux révélant une difficulté d'appliquer les règles démocratiques électorales allant à l'encontre de certaines traditions et des intérêts de certains, comme récemment à Baté nafadji. Jusqu'à présent le conflit politique existe à Baté nafadji

entre les communautés et les autorités locales et administratives. Le sous-préfet réside actuellement dans la commune de Kankan suite à des menaces de morts.

Les causes principales des tensions religieuses sont la mauvaise gestion et de partage des biens et des matériels dans les lieux de culte qui sont octroyés par certains fidèles, la divergence dans la transcription et la traduction des livres saints, la division des patriarches et des leaders religieux comme à Batè nafadji à propos de l'imamat et spécifiquement le problème intra religieux entre les tidjanistes et les salafistes à Labé.

2. Contexte et Justification

Le conflict scan fait partie d'un projet intitulé « **Unis dans nos différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée** ». Financé par l'Union Européenne à travers l'Instrument contribuant à la Stabilité et la Paix, ce projet de 18 mois est mis en oeuvre par Search depuis avril 2018 dans huit (8) localités : Conakry (Matoto, Ratoma), Labé, Pita, Kankan, Siguiri, Beyla et N'zérékoré. Il vise à contribuer à la prévention des risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels.

Objectifs du conflict scan

Search a la particularité de faire des conflicts scans qui sont des analyses courtes, pragmatiques et régulières qui visent à analyser les dynamiques de changements dans les zones de conflit. Les conflits scans sont orientés vers l'action, avec l'objectif d'informer les acteurs clés à tous les niveaux, y compris communautaires, sur les dynamiques de conflits et les leviers possibles d'atténuation.

Les objectifs spécifiques de ce conflict scan sont les suivants :

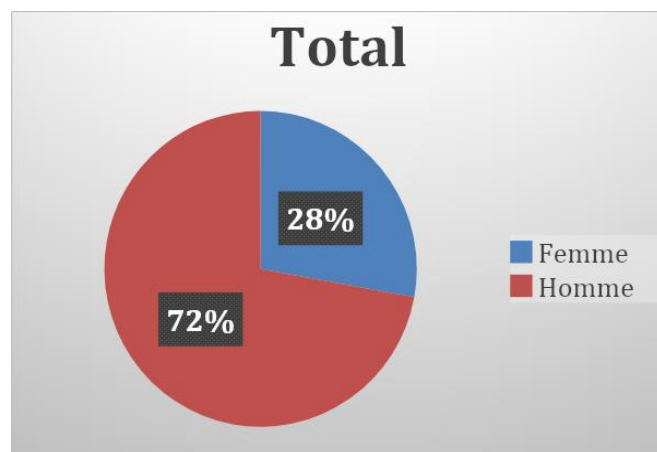
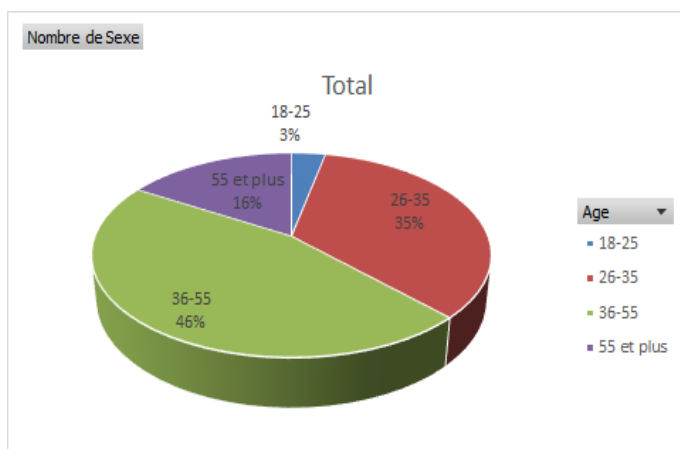
- Recueillir les perceptions des communautés ainsi que des membres des acteurs impliqués dans le processus quant à l'évolution des tensions et violences liées aux facteurs politiques et religieux ;
- Recueillir les recommandations des citoyens face à ces tensions et en tirer des recommandations pour le projet ;
- Identifier l'influence des acteurs politiques, religieux et communautaires sur l'évolution des dernières tensions mais aussi pour promouvoir la tolérance au sein des localités du projet
- Mesurer les indicateurs définis par les populations lors du premier conflict scan, permettant de suivre régulièrement le niveau de tolérance, de repli/exclusion communautaire et de marginalisation au sein des communautés.

3. Méthodologie de recherche

La méthodologie utilisée pour la réalisation de ce *conflict scan* a été purement qualitative. Cette méthodologie a été privilégiée dans le but de recueillir la perception des groupes cibles sur l'évolution du contexte politique et religieux au cours des quatre (4) derniers mois dans les zones cibles de l'étude. A cet effet, ces informations collectées permettront d'orienter le programme

dans la réalisation des activités du projet. A ce niveau, deux (2) outils de collecte des données ont été utilisés qui sont : Entretiens individuels avec les informations clés, sur la base d'un guide d'entretien et les groupes de discussion, basés essentiellement sur le guide de discussion. Sur la base de ces outils de collecte, 24 groupes de discussion (focus group) ont été réalisés, ce qui a permis de toucher 120 personnes et 60 personnes au niveau des entretiens individuels. Les entretiens individuels ont permis de toucher les personnes suivantes : quinze (15) leaders religieux, douze (12) leaders politiques, cinq (05) membres OSC, cinq (05) leaders communautaires, cinq (05) représentants des jeunes, cinq (05) représentantes des femmes , dix (10) autorités administratives et locales et trois (03) agents de sécurité.

En somme, ce conflict scan a permis de toucher 180 personnes dont 130 hommes et 50 femmes, ce qui fait un pourcentage de 72% hommes et 28 % femmes. La faible représentativité des femmes est dûe au nombre faible dans les structures cibles de l'étude. Les figures ci-dessous montrent la représentation graphique des personnes touchées par sexe et par tranches d'âges des différentes personnes.



4. Résultats

Contexte local et évolutions récentes des conflits politiques et religieux

Tableau N°1 : Situation du contexte politique des conflits dans les localités de la commune urbaine de Labé, Batè nafadji, N'zérékoré, Doko et Conakry (Ratoma) :

Niveau du contexte des conflits	Préfectures/ Communes				
	Labé	Batè Nafadji	Conakry	Doko	N'Zérékoré
Le niveau de tension politique au cours de ces quatre derniers mois	Moyen	Élevé	Moyen	Moyen	Faible
Evolution par rapport au 1er conflit scan	En baisse (↘)	N/A	En baisse (↘)	En baisse (↘)	En baisse (↘)
Le niveau de tension religieuse au cours de ces quatre derniers mois	Moyen	Moyen	Faible	Faible	Faible
Evolution par rapport au 1er conflit scan	En baisse (↘)	N/A	En baisse (↘)	En baisse (↘)	En baisse (↘)

Batè Nafadji : tensions politiques élevées et tensions religieuses moyennes

Batè Nafadji est une sous-préfecture située à 35km de la commune urbaine de Kankan. Ce conflit scan montre que les tensions politiques sont élevées et les tensions religieuses sont moyennes. Depuis l'élection communale du 04 Février 2018, à date de finalisation du rapport, le maire de la commune rurale de Batè Nafadji n'a pas accès à son bureau. Cela est dû à l'incompréhension entre le maire sortant et entrant.

Le maire entrant est originaire de Djelibakoro et résidant dans le même district. Selon le sous préfet de Batè nafadji, il a emporté 18 conseillers sur 29 contre le maire sortant, ex président de la délégation spéciale de la commune rurale de Batè Nafadji mais ils sont tous issus du parti au pouvoir (RPG Arc-en-ciel).

Le maire sortant et ses partisans auraient refusé le résultat et cela a entraîné des affrontements sur fond de jets de pierres entre forces de l'ordre et jeunes partisans du maire sortant entraînant des barricades et des arrestations selon les répondants lors des focus groupes des hommes. Jusqu'à la date du 27 Mai 2019, le bureau de la commune urbaine de Batè Nafadji était cadenassé par les partisans de l'ex président de la délégation spéciale. Ne pouvant pas imposer le maire

sortant, ses partisans demandent désormais qu'il devienne le sous-préfet et refusent ainsi le sous-préfet actuel. Ce dernier a subi des menaces mortes par ces mêmes partisans, ne lui permettant pas de résider ni de s'installer à Batè nafadji. A date de publication du rapport, le maire a pu être installé mais le sous-préfet réside actuellement à Kankan.

La tension religieuse est latente à Batè nafadji et cela est due à la divergence des patriarches. Batè nafadji à deux grands patriarches (les Kaba et Diané) et chaque camp réclame l'imamat au niveau de la grande mosquée. Selon les sages des Kaba, ce sont eux qui ont construit la grande mosquée, donc l'imamat doit leur revenir. Ce qui n'est pas été accepté par les Diané.

Cette situation entraîne des défis pour le vivre ensemble et la cohésion sociale : en effet, lorsque le grand imam est issu de la famille Kaba, la famille Diané et alliés n'acceptent pas de prier là-bas. Cette situation date depuis de nombreuses années selon les répondants.

Indicateurs de tolérance et marginalisation

Les indicateurs de tolérance et de marginalisation ont été définis lors des entretiens individuels et des focus groupes. Ce sont :

a- Signes de tolérance à Batè Nafadji:

Malgré les tensions politiques et religieuses les gens se pardonnent, ont l'amour de leurs prochains, s'entraident, s'associent socialement et communiquent entre eux selon les répondants des différents focus groupes

b- Signes de marginalisation à Batè Nafadji:

- La non implication d'une personne dans une activité communautaire ;
- La non-assistance sociale, la négligence sociale, le manque de considération personnelle ;
- La mise à l'écart de la personne dans toutes les activités sociales ;
- Le rejet d'une personne ou un groupe de personnes face à une situation.

N'Zérékoré : tensions politiques faibles et tensions religieuses faibles

Dans la commune urbaine de N'zérékoré, le niveau de tensions politiques et religieuses est perçu comme faible par rapport au premier conflict scan. Cela s'explique par la prise de conscience des citoyens face aux discours et aux comportements des leaders politiques qui ne défendent que leurs intérêts selon les participants.

Le maire de la commune et ses conseillers sont installés. Ils sont en train de travailler ensemble avec le vice maire qui est issu du parti indépendant Rassemblement pour la Renaissance et le Développement (RRD). Il est à signaler que l'installation des chefs de quartiers pourrait provoquer un éventuel conflit entre la mouvance et l'opposition selon un membre de parti politique de l'opposition pendant le focus group des hommes. Il a insisté à ce que les accords et les textes de lois soient respectés entre la mouvance et l'opposition.

Il faut préciser qu'à la date de publication, il y avait de nettes tensions entre les membres de Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) entre les autorités locales et administratives

d'une part et d'autre part entre le FNDC et les pro troisième mandat qui s'est soldé par des blessés graves et des morts.

Niveau des indicateurs de tolérance, marginalisation et stigmatisation.

Selon les répondants, les facteurs de tolérance ont augmenté et les facteurs de marginalisation et de stigmatisation ont baissé dans la préfecture de N'Zérékoré. Ces facteurs étaient liés à ces éléments suivants:

- L'acceptation de l'idée des uns et des autres lors des prises de décisions majeures par des représentants des différentes communautés,
- Le mariage et le concubinage entre communautés,

Par exemple, tel que l'explique un leader religieux pasteur lors du focus group des hommes : « avant c'était très difficile de voir un pasteur et un imam autour d'un sujet pour le résoudre, mais grâce aux réunions de plateformes, j'ai trouvé un frère imam avec qui je partage tout. Lors des réunions de plateformes ou des tribunes d'expressions populaires, il passe souvent me chercher sur sa moto et on s'appelle à tout moment pour discuter nos problèmes quotidiens. Nous sommes devenus des vrais amis ».

Dans le focus group des jeunes, un jeune précise que depuis la signature de pactes de non-agression en 2013 après le grand affrontement entre les malinkés et les guerzés, les habitants de N'zérékoré cohabitent bien et les violences ont beaucoup réduit.

Cependant bien que les participants ont noté ces faibles tensions sur la période et ces facteurs de résilience, comme les pactes de non-agression ainsi que l'impact du projet pour la collaboration entre leaders religieux différents, il est à noter qu'il subsiste des risques. En témoigne deux cas à N'Zérékoré survenus juste après la collecte de données : la manifestation du Front National pour la Défense de la Constitution du 14 juin 2019 et la destruction d'une place publique qui devrait servir de mosquée par la population.

Doko (préfecture de Siguiré) : tensions politiques moyennes et tensions religieuses faibles

Les tensions politiques, perçues comme élevées lors du premier conflict scan, sont devenues moyennes à Doko au cours des quatre derniers mois selon les participants. La population qui avait refusé l'installation du maire a trouvé un consensus à travers les différentes assises communautaires entre les jeunes et les sages des différents districts et villages de Doko et l'implication des autorités préfectorales de Siguiré. Le maire de la commune (le jeune indépendant/ de la coutume griot) est désormais installé et a commencé son travail avec les autorités sous-préfectorales et la population.

Selon un sage, le problème de Doko était purement une sauvegarde d'honneur (dignitaire). Dans les coutumes mandingues particulièrement chez des malinkés, les Diabaté, Kouyaté, Dioubaté sont considérés comme des griots c'est-à-dire des paroliers et les autres noms (Magassouba, Camara, Condé...) comme des nobles. Il est à signaler que l'implication des djelitombas (griots) et les autorités préfectorales et sous préfectorales, renforcée par les activités réalisées par Search

avec leur collaboration, ont joué un grand rôle pour l'apaisement de ces tensions dans la commune rurale de Doko.

Les tensions religieuses sont perçues comme faibles comme dans le premier conflit scan. A ce niveau la tendance est restée constante. Toutes les confessions religieuses vivent ensemble ; de plus les chrétiens ne sont pas nombreux. Selon un participant au focus groupe, «*il précise que le conflit religieux est très peu fréquent à Doko, généralement le problème se trouve au niveau de l'imamat et ici tel n'est pas le cas. On considère celui qui connaît bien le coran et qui sait convaincre les fidèles musulmans lors de ces sermons* ».

Exemples de tolérance et marginalisation

- Comme le premier conflit scan, selon les répondants, les autochtones sont toujours tolérants envers des personnes qui viennent chercher de l'or.
- Le mariage entre les habitants de villages voisins et les districts différents continue d'être fréquemment pratiqué selon les participants,
- L'acceptation du maire entrant au cours des quatre derniers mois ; bien que son installation avait au départ été émaillée par des violences, des injures, des blessés graves, des arrestations entre les jeunes de différents groupes et même la division des sages dans certains villages et districts de Doko, tel que révélé dans le premier conflit scan.

Conakry : tensions politiques moyennes et tensions religieuses faibles

Le niveau de tensions politiques est perçu comme étant moyen au cours des quatre derniers mois dans les communes de Matoto et Ratoma selon les répondants. Cependant, certains répondants disent que le projet de modification de la constitution pour un éventuel 3^{ème} mandat et le retard dans l'installation des chefs de quartiers et conseillers régionaux pourraient être une autre source de manifestations. D'autres répondants pensent aussi que l'abaissement de cette tension est lié à la prise de conscience de certains militants des partis politiques et à l'installation des postes d'appuis (PA) dans les carrefours. Les principales causes des tensions restent le non-respect des accords politiques, des engagements et la non application de textes de lois qui entraînent souvent des marches, les journées villes mortes, des pillages, des incendies et même dès fois par la perte en vie humaine. Au cours des quatre derniers mois, les tensions religieuses ont été faibles dans les communes de Ratoma et Matoto selon les répondants.

Facteurs de marginalisation, de tolérance et de stigmatisation

La marginalisation s'est accentuée pour les déguerpis de Kaporo rails et de Kipé (Conakry) en avril 2019, selon le focus groupe des hommes de Kaporo rails. Cela se ressent par la destruction des habitations, des écoles publiques, des lieux des loisirs publics, des mosquées.

Un homme explique ceci pendant le focus groupe de Kaporo rails : « **Lorsque l'Etat a démoli nos maisons, aucune institution n'est venue pour nous soutenir, nous avons été chassés comme des chimpanzés, des grenouilles, les parents sont éparpillés un peu partout dans le pays. Nous sommes sans abri, nous n'avons pas le contrôle sur nos enfants et nos épouses parce que tout simplement nous sommes les exilés de notre pays suite à la marginalisation et à la mauvaise foi de l'Etat** ».

Selon une participante au focus group des femmes, le mariage entre les soussous et les peulhs est un cas de tolérance. On retient que la stigmatisation et la marginalisation ont augmenté et la tolérance a diminué.

Labé : tensions politiques moyennes et tensions religieuses moyennes.

Les tensions politiques à Labé sont relativement moyennes par rapport au premier conflit scan où elles étaient perçues comme étant élevées. Les tensions politiques sont souvent élevées à l'approche des élections selon un participant. Ces tensions sont dues aux mauvaises communications des leaders politiques à la base, la lutte des intérêts personnels et la mauvaise gouvernance selon les répondants.

Quant aux tensions religieuses, elles sont principalement intra religieuses entre les salafistes et les tidjanistes. Ces tensions sont restées moyennes entre ces deux courants au cours des quatre derniers mois selon les répondants. Ceci s'explique grâce à l'implication du grand imam de Conakry accompagné par quelques membres de la ligue islamique nationale et des représentants des deux courants tidjanistes et salafistes. Ces leaders sont impliqués dans les réunions de plateformes, des tribunes d'expressions populaires de même dans la formation des leaders religieux. Les activités réalisées par Search telles que les réunions de plateformes, les tribunes d'expressions populaires a permis de réduire les tensions jusqu'à un niveau moyen au cours des quatre derniers mois puisque ces représentants des deux courants sont bien écoutés dans la localité de Labé selon les participants aux focus groupes.

Il est à signaler aussi que la reconversion de certains peulhs dans la chrétienté entraîne un rejet familial et des conflits intra familiaux.

Exemples de tolérance, de stigmatisation et marginalisation

Pendant le focus groupe des jeunes, une personne témoigne : *Au cours des quatre derniers mois, la tension a baissé même si le conflit reste toujours. Avant, on incendiait des lieux de prière, le cas de Domy en est un exemple, mais aujourd'hui, la population à une autre culture de manifestation sans passer par la destruction.*

Il est à noter une faiblesse de collaboration entre les salafistes et les tidjanistes pendant les activités socioéconomiques. Certaines activités comme la commercialisation du pain d'or, des pommes sont presque faites par les salafistes seulement. Le monopole du commerce de ces articles par les salafistes montre que la collaboration est faible entre eux selon les répondants ; un autre exemple est leur choix distinct de mosquées lors des prières. Selon certains répondants les mosquées salafistes sont uniquement fréquentées par des salafistes et vice versa. Ceci est un signe de fracture sociale et du vivre ensemble selon les participants". Ces perceptions et attitudes sont souvent basées sur des préjugés et entraînent un repli sur soi.

Les acteurs impliqués dans la transformation des tensions politiques et religieuses

Niveau du contexte des conflits	Préfectures/ Communes				
	Batè nafadji	Labé	Conakry	Doko	N'Zérékoré
Les acteurs impliqués dans la transformation des tensions politiques et religieuses	Certains ressortissant de Batè nafadji basés à Conakry et ailleurs, Les sages, certains leaders jeunes des club de paix, la sécurité et les autorités locales et administratives , la ligue préfectorale de Kankan.	les représentants des confessions religieuses (salafistes et tidjanistes), Certains membres des plateformes et des clubs de paix formés, Les sages, les autorités locales et administratives, la ligue islamique.	Certains membres des organisations de la société civile, les leaders religieux, Certains médias, les ONGs.	Les djilitombas, les crieurs publics, les sages, les autorités locales et administratives, les tombolomas dans les mines, les jeunes influents mieux écoutés.	Les pasteurs, les imams, certains membres des plateformes les autorités locales et administratives, certains membres des clubs de paix, les différents représentants des sages des différentes communautés.

Les solutions pour diminuer les tensions politiques et religieuses

Les solutions pour diminuer les tensions politiques et religieuses selon les participants aux différents groupes de discussions et aux entretiens individuels sont :

- Renforcer davantage la capacité de communication des leaders religieux leur permettant de bien véhiculer les messages de paix dans les lieux de culte ;
- Promouvoir des émissions culturelles sur les valeurs ancestrales ;
- Favoriser l'employabilité des jeunes et femmes pour leur permettre de les occuper ;
- Favoriser la formation des leaders politiques et des militants sur le code électoral en impliquant les personnes les plus écoutées dans les localités ;
- Respecter la constitution et les textes de lois pour éviter la frustration des personnes ;

- Organiser des séances de sensibilisations de la population sur l'importance du vivre ensemble dans la paix et dans la cohésion sociale à travers les tribunes d'expressions populaires en impliquant les personnes les plus écoutées dans les communautés.

5. Conclusions

Au cours de ces quatre (4) derniers mois, le contexte politique et religieux a évolué majoritairement positivement dans les préfectures cibles de ce conflict scan. Dans la majorité des localités, les tensions qu'elles soient politiques ou religieuses ont été perçues à la baisse par les répondants, à l'exception de Ratoma (cas de Kaporo rails et Kipé 2) où de nouvelles tensions sont apparues.

Les répondants ont cité l'intervention de plusieurs acteurs clés dans leur localité qui se sont impliqués pour renforcer la cohésion sociale et diminuer les tensions au cours des quatre (4) derniers mois, dont une grande partie a été renforcée et encouragée à travers les activités menées par Search en impliquant les autorités (locales, administratives), les sages, les leaders communautaires et religieux, les femmes, les jeunes, les plateformes ainsi que les membres des clubs de paix.

6. Recommandations

A l'État et à l'Assemblée nationale:

- ☞ Respecter la constitution et les textes de lois en évitant tout projet de modification de la constitution;
- ☞ Créer des opportunités d'emploi pour les jeunes tout en favorisant le développement de l'économie/ entrepreneuriat solidaire pour le renforcement de la cohésion sociale
- ☞ Installer les chefs de quartier, des conseils communaux et régionaux.

Aux leaders politiques

- ☞ Respecter la constitution dans l'exercice de leurs droits républicains

Aux leaders religieux

- ☞ Promouvoir des messages de sensibilisation sur la paix et l'importance du vivre ensemble à travers les radios communautaires à grande écoute.

A Search for Common Ground

- ☞ Créer un espace de dialogue entre les deux patriarches de Batè nafadji en impliquant certains ressortissants et certains membres des clubs de paix dans la résolution du conflit. Cela permettrait de renforcer la collaboration, la confiance dans les conseils de sages pour améliorer la cohabitation pacifique dans leurs communautés. Le scan a montré que les deux patriarches sont opposés depuis longtemps.

- ☞ Organiser des sensibilisations théâtrales sur les dangers de l'enrôlement des jeunes dans l'Extrémisme violent sur le plan politique avant l'installation des chefs de quartiers à N'zérékoré ;
- ☞ Dupliquer des veillées traditionnelles (rôle et place des jeunes dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix) dans les préfectures de Siguiri et de Labé. Cette activité a permis de mettre un accent particulier dans la consolidation de la paix et met en valeur l'importance de transmettre des traditions et contes/chartes qui favorisent la cohésion sociale.
- ☞ Organiser des tournois de football entre les villages et districts en conflit pour renforcer la collaboration, la cohésion sociale entre la population (surtout les jeunes et femmes) dans la sous-préfecture de Doko ;
- ☞ Renforcer la mise en place d'espaces inclusifs et participatifs d'échange et de dialogue (sessions d'échanges) à Labé pour créer une émulation et restaurer la confiance entre les salafistes et les tidjanistes. Cela pourrait permettre de créer des relations de collaboration entre eux dans les places publiques comme le marché.
- ☞ Créer une émission spéciale pour la ville de Labé sur la place et l'importance de la religion. Pendant cette émission, seront invités les deux khalifes des deux courants religieux (Salafistes et tidjanistes), sachant que le passage du grand imam de Conakry a favorisé une piste de collaboration entre eux mais n'a pas permis de toucher tout le monde ;
- ☞ Impliquer davantage des personnes ressources à la base de Labé comme les deux khalifs dans les activités de masse (la TEP, les émissions radios et dans les réunions de plateformes). Leur implication et le fait de travailler ensemble pourrait sensibiliser plusieurs personnes à la base parce qu'ils sont suffisamment écoutés et respectés par la communauté.
- ☞ Accompagner techniquement et financièrement les plans d'actions et AGRs proposés par des clubs de paix. Cet accompagnement permettra aux clubs de paix de réaliser les plans d'actions établis et d'avoir une source de revenus pour la pérennisation de leurs activités au-delà de la durée du projet.